

Ensemble



Éducation, RSA, La Poste, Edvige, Géorgie...

Les Socialistes mobilisés



N° 199

Jeudi 18 septembre 2008
www.ps44.fr



Le journal des socialistes de Loire Atlantique





Socialistes en **Europe**
Socialistes dans le **Monde**

Militants du PSE au cœur de la rénovation de la social-démocratie

L'élaboration du Manifeste 2009 du PSE avance. Pour couronner la phase de large consultation des adhérents, s'est tenu à Vienne (Autriche), les 4 et 5 juillet dernier, le premier "Forum des militants" du PSE, où plus de 300 socialistes "de base" venus de toute l'Europe ont pu discuter avec des dirigeants de premier plan – dont le Président du PSE, Poul Rasmussen – du projet socialiste pour l'Europe, et s'engager dans la préparation de l'élection européenne en échangeant éléments de réflexion stratégique très enrichissants et bons plans de campagne... Très réconfortant pour une vieille militante de se retrouver dans une ambiance fraternelle largement dominée par les jeunes, animés d'une "pêche" remarquable, dont la secrétaire générale polonaise des Jeunes Socialistes Européens est le meilleur exemple ! Si les militants des nouveaux États membres étaient nombreux, la France était bien représentée. Franchise et qualité des échanges entre militants et responsables, richesse des suggestions concrètes (jumelages de sections, participation croisée aux campagnes électorales nationales, utilisation des outils PSE...), cette "première" était une réussite.

L'université de la Rochelle a donné toute sa place à la dimension européenne, dans les travaux de plusieurs ateliers. L'actualité mondiale "économique, financière, géostratégique" ne pouvait que renforcer le constat que la réponse à ces défis ne peut être qu'européenne. La social-démocratie peut apporter des réponses convaincantes si elle sait passer d'une posture défensive à la définition d'un projet de civilisation, et à une offre économique et sociale offensive, et si elle sait, à travers ses militants, renouer le contact avec les citoyens.

Il y aura un stand du PSE à la Fête de la Rose... l'équipe de la commission Europe vous y attend ! •

Martine BURON

Membre de la commission fédérale Europe

Éditorial

Les deux défis majeurs du PS

En cette rentrée, notre parti est clairement confronté à deux défis majeurs : apporter une réponse crédible aux attentes des Français et réussir son congrès. Ces deux enjeux sont étroitement liés.

Nos concitoyens subissent chaque jour les attaques brutales d'une politique libérale décomplexée. Baisse du pouvoir d'achat, remise en cause du droit du travail, démantèlement de notre modèle social alors que les plus fortunés sont toujours plus privilégiés. Face à un Président qui ose tout, jamais à cours de démagogie ou de coup médiatique, notre pays a besoin d'une opposition solide, d'une gauche forte.

C'est évidemment au PS d'assumer toute sa place et d'être en première ligne pour défendre notre système de solidarité. Nous devons pour cela offrir aux Français une vraie alternative. Si nous ne sommes pas à la hauteur de cette attente des Français, c'est un boulevard que nous laisserons aux extrémistes et au Modem qui se réjouissent des difficultés actuelles du PS.

Pourtant, nos parlementaires sont mobilisés et mènent avec ténacité les combats législatifs à l'Assemblée nationale et au Sénat. Ils dénoncent vigoureusement les contre-réformes gouvernementales et font des propositions. Mais pour autant, ce travail n'est pas suffisamment perçu par les Français. Nous restons pour le moment inaudibles. C'est la raison pour laquelle nous avons le devoir de réussir notre second défi : notre Congrès.

Nous avons la chance de militer dans un parti qui donne toute sa place à la discussion, qui permet très démocratiquement à ses militants de choisir ses représentants. Mais débattre ce n'est pas se déchirer, convaincre ce n'est pas attaquer l'autre. Nous attendons de nos responsables un comportement exemplaire. Exigeons d'eux qu'ils s'engagent dans le congrès avec une ligne claire : le respect et la volonté de construire.

Bien entendu il ne s'agit pas de nier les différences, il s'agit de les assumer, de discuter et de trancher. Tirons le bilan de nos erreurs passées, de nos échecs, c'est une démarche saine et nécessaire. Mais n'oublions pas non plus nos réussites électorales aux élections locales et européennes notamment. Nous avons fait gagner la gauche et nous pouvons en être fiers. Parce que nous avons une responsabilité vis à vis des Français, il est impératif que le PS sorte renforcé de cette phase intense de débat interne.

A la lecture des différentes contributions dont chacun a pu prendre connaissance, il existe des convergences fortes, une base solide sur laquelle le PS doit s'appuyer pour avancer. Pour cela, il faut des règles communes, admises et respectées par tous, il faut un cadre de travail collectif et solidaire.

Je reste persuadé, comme de très nombreux responsables et militant(e)s de ce département, que nous pouvons réussir ensemble et relever ces deux défis. Alors, sachons tirer le meilleur de nous même •



Alain GALEPOIS

1^{er} secrétaire fédéral

LA RENTRÉE SCOLAIRE

Rencontre avec Pierre Madiot, membre fondateur du lycée expérimental de Saint-Nazaire, ancien rédacteur en chef des "Cahiers pédagogiques", formateur en IUFM et collaborateur de France 5 éducation. Pour Ensemble, il décrypte cette rentrée scolaire.



• Comment qualifiez-vous cette rentrée orchestrée par le Ministre Darcos ?

Ce qui me frappe, c'est le cynisme avec lequel l'école est dénigrée et le service public de l'éducation nationale saccagé. On se demande comment l'ancien inspecteur général Darcos a pu céder aux foudres d'un président qui a visiblement un compte à régler avec l'école et avec la culture en général.

•• La suppression de l'école le samedi matin n'est-elle pas une "fausse bonne idée" ?

C'est une initiative démagogique qui se fonde sur une méconnaissance soigneusement entretenue du système éducatif. Il s'agit de faire croire qu'on n'a pas besoin de moyens pour permettre aux élèves de mémoriser les fameux "fondamentaux" d'antan. Mais Jules Ferry lui-même recommandait de ne pas s'en tenir à "une suite de procédés mécaniques ni à une froide succession de leçons". L'école Finlandaise qui est invoquée par Darcos a peut-être moins d'heures de cours sur un an mais cette année s'étend sur 190 jours alors qu'en France nous n'en avons plus que 140. Ce qui compte, c'est la manière dont le travail est alors réparti dans la journée et dans la semaine, et c'est la pédagogie qui va avec.

••• Suppression de 11 000 postes cette année, 13 500 prévues en 2009: n'est-ce pas une école au rabais que le Gouvernement nous prépare ?

La suppression du samedi a aussi pour but d'éliminer les 8 000 postes dédiés à l'aide et au soutien qui seront intégrés au service des enseignants et ajoutés à l'horaire des élèves. Ainsi, le pouvoir continue à dénoncer l'échec scolaire et s'emploie à l'aggraver tout en attribuant la responsabilité aux pédagogues. Merci, monsieur l'inspecteur ! •

••• À lire

"L'école enfin expliquée aux parents (et aux autres)" - Stock

- Comment fonctionne l'école ?
- Comment on apprend à l'école ?
- Comment pèsent les choix politiques ?

Ce livre s'adresse aux parents, aux enseignants et aux citoyens qui ne veulent pas se contenter de schémas simplistes.



NON à la privatisation de La Poste

Le projet de transformation de La Poste en Société Anonyme est une étape d'un long processus initié par certaines personnes, pressées de se séparer des responsabilités qui sont les leurs.

La VENTE de La Poste fait partie de cette tendance des pouvoirs publics à imposer l'idée qu'une administration est incapable d'être aussi performante et rentable qu'une entreprise privée. Ne nous leurrons pas, cela a été parfois constaté. Quand c'était le cas, les fonctionnaires en place (surtout les dirigeants), n'avaient pas les compétences nécessaires pour mener à bien leurs missions.

A La Poste, le choix a été fait de faire appel à des compétences issues des entreprises privées. Les résultats ne se sont pas faits attendre. Bien que parfois les réformes aient été douloureuses, le bilan est globalement positif, sauf pour l'emploi. Mais comment conserver du personnel quand la charge de travail n'est plus là ?

Le prétexte pour transformer La Poste en S.A. est de trouver des fonds, afin de résorber la dette actuelle qui s'élève à plus de cinq milliards d'euros.

La Solution de VENDRE ce qui appartient à TOUS LES CITOYENS FRANÇAIS est une solution qui profitera à un groupe restreint de citoyens et sans doute aussi aux fonds de pensions d'autres pays.

Ce bien nous l'avions confié par l'intermédiaire de nos institutions à l'exécutif de la République. Aujourd'hui cet exécutif prend la décision unilatérale de vendre ce qui nous appartient. Le souci est que rares sont les citoyens conscients que La Poste est un bien public. On ne me fera pas croire que si nous trouvons des investisseurs, ce seront des philanthropes. La Poste est rentable, elle dégage des bénéfices. Son endettement cette année a été réduit de 7%. Ces bénéfices aujourd'hui utilisés dans des missions de service public, serviront à payer des dividendes.

Les craintes de TOUTES les organisations professionnelles de la Poste, sont : la disparition de la présence postale en zone rurale, la hausse des tarifs (pour payer des dividendes), les suppressions d'emploi (augmentation de la rentabilité et non de la performance). Ce ne sont pas que des craintes, c'est la description de la stratégie normale, pour un directeur d'entreprise, dont le but est de faire des gains rapides, immédiats mais sans lendemains.....

P.S. Les fonctionnaires ne sont pas payés quand ils font grève, contrairement à ce qu'affirme la propagande de droite, et peuvent être sanctionnés (jusqu'au licenciement) pour fautes professionnelles •



Gérard DUMAZEL

Postier - Militant Nantes Est

LA POSTE



Pour dire non à la privatisation de La Poste et défendre le service public postal, signez la pétition en ligne sur le site national du PS : www.parti-socialiste.fr

■ "S'il n'y avait pas eu le paquet fiscal l'an dernier il n'y aurait pas besoin de créer une taxe supplémentaire !"



À quel public est destiné le RSA ?

Les travailleurs pauvres ce sont tous les salariés ayant les inconvénients du travail sans en avoir aucun avantage. Tous les inconvénients du travail parce qu'ils acceptent des métiers sur des secteurs difficiles, parce qu'ils subissent le temps partiel imposé, parce qu'ils ont parfois des horaires atypiques, parce que les niveaux salariaux sont faibles ; et donc ils ont tous les inconvénients du travail

et ils n'en ont pas les avantages : c'est la juste rémunération du fruit de leur travail.

Le Revenu de Solidarité Active vise à essayer de lutter contre ce phénomène des travailleurs pauvres.

Quelle en est la genèse ?

Cette idée de RSA est un peu difficile à expliquer car assez technique, mais c'est l'idée qu'à partir du moment où vous êtes au chômage, bénéficiaire d'un RMI et d'un minima social, à partir du moment où vous allez accepter de travailler, vous allez en retirer un bénéfice financier dès la première heure travaillée.

Deuxième objectif : à partir du moment où vous vous engagez dans le travail, c'est que vous devez sortir du seuil de pauvreté.

Ce seuil de pauvreté dans notre pays est situé à 817 euros par mois pour une personne seule. Les travailleurs pauvres sont donc en dessous de ce seuil. Le RSA doit permettre de quitter ce seuil de pauvreté.

Le troisième objectif du RSA est de faire en sorte que si vous reprenez un travail alors que vous êtes au chômage ou au RMI vous sachiez à l'avance ce que vous allez gagner et pour quelle durée vous allez le gagner.

Le RSA va être une allocation supplémentaire versée au salarié qui va se compléter avec les revenus du travail jusqu'à atteindre un objectif – en l'occurrence dans notre expérimentation en Loire Atlantique on a fixé le niveau du SMIC –. Dès que la personne aura atteint un niveau de salaire égal au SMIC, elle sortira du RSA.

Voilà la philosophie telle qu'elle ressortait de la Commission Hirsch.

L'an dernier, lors de la campagne Présidentielle, Ségolène Royal et le PS ont intégré cette proposition dans notre programme. En effet, 20 ans bientôt après la création du RMI il nous semblait nécessaire d'aller de l'avant puisque le dispositif RMI est un dispositif un peu essoufflé.

Lorsque le gouvernement Villepin a choisi de lancer un appel aux départements pour expérimenter ce nouveau dispositif, nous en avons discuté avec Patrick Mareschal et la majorité de gauche du Conseil Général et nous avons décidé de tenter cette expérience innovante qui nous a paru valoir le coup puisque tout ce qui peut être mis en œuvre pour aider les plus pauvres à sortir de leur situation de misère devait être tenté. Nous avons donc porté notre candidature avant l'élection présidentielle. Il est vrai qu'il s'est passé quelque chose d'inattendu puisque on ne s'attendait pas à voir Martin Hirsch au gouvernement.

Quel est ce bilan ?

Sur le point de vue des intéressés, le bilan est net : il est positif.

Sur 2250 allocataires du RMI du territoire concerné, aujourd'hui, il y a 900 personnes qui touchent le RSA. C'est un chiffre très significatif. Nous avons supposé que ceux qui étaient le plus proche de l'emploi allaient retrouver un boulot les premiers et ceux qui sont "enkystés dans le RMI" depuis des années, trop coupés du monde du travail auraient beaucoup plus de mal. Nous sommes en train de faire la démonstration du contraire. Quelle que soit l'ancienneté dans les dispositifs de minima sociaux, on s'aperçoit qu'il y a des choses qui se passent. Le deuxième aspect que nous disent les gens ce n'est pas tant la question du retour à l'emploi mais celle du pouvoir d'achat. C'est une question générale dans toute la société, on ne parle que de pouvoir d'achat et ce à juste titre. Vous imaginez bien que parmi la population des plus démunis cette question se pose à un niveau qu'on n'arrive même pas à imaginer quand on a la chance d'être intégré dans la société.

Concrètement, la moyenne du RSA que touchent ces 900 personnes se situe à 160 euros mensuel, c'était le cas en juillet dernier. Ces 160 euros, pour une famille à pauvreté financière importante, représentent par exemple un caddie hyper rempli pour une famille de 4 personnes pour 8 jours. Cet apport en termes de pouvoir d'achat est la première conséquence au-delà même du retour à l'emploi pour les personnes.

La question du financement

Là, on voit bien les atermoiements du gouvernement sur la question. Il est vrai qu'au départ, le financement proposé était une vraie catastrophe, à savoir aux moyennement pauvres, ceux qui touchent la prime pour l'emploi, de payer pour les plus pauvres. Grâce au combat des socialistes, à la bataille que nous avons engagée, cette idée a été abandonnée. Aujourd'hui, la proposition faite par le gouvernement est une taxation des revenus du patrimoine et des placements. Que peut-on dire ? S'il n'y avait pas eu le paquet fiscal de l'an dernier, les cadeaux de 14 ou 15 milliards d'euros, il n'y aurait pas besoin de créer une taxe supplémentaire.

Le deuxième aspect est que cette taxe va toucher un public extrêmement diversifié puisqu'on sait que parmi les épargnants il y a beaucoup d'épargne de précaution de la part d'une partie de la population. On n'arrête pas d'avoir une pression extrêmement forte sur les retraites, il ne faut pas s'étonner que ceux qui le peuvent fassent des épargnes de précaution parce qu'ils sont inquiets par rapport à l'avenir. Une partie importante des classes moyennes va être impactée ce qui est d'autant plus choquant qu'à cause du bouclier fiscal de 50%, les plus aisés de nos compatriotes vont encore une fois être épargnés par cette réforme.

Pour les Socialistes je pense qu'il y a un enjeu important à faire valoir la solidarité non seulement à l'égard des plus pauvres mais aussi une solidarité fiscale qui soit beaucoup plus juste pour prendre en charge ce type de réforme qui, je le répète, apparaît quand même aller dans le bon sens sur le fond de la mesure •

Extraits de l'intervention d'**Alain ROBERT**, Vice-président du Conseil général chargé des solidarités et de l'insertion, lors de l'AG fédérale du 8 septembre

GÉORGIE, CAUCASE

“Instabilité aux portes de l’Union européenne”

Le mois d’Août 2008 fut marqué par le début des combats entre la Russie et la Géorgie.

Ces combats se sont enclenchés en Ossétie du Sud et ont gagné l’Abkhazie, deux provinces Géorgiennes qui sont frontalières de la Fédération de Russie et qui demandent leur indépendance. Avant le début des combats, la Russie y assurait un mandat de maintien de la paix. Le président Géorgien Saakachvili a fait du maintien de ces provinces en Géorgie une priorité.

La Géorgie a clairement lancé l’offensive sur la capitale d’Ossétie du Sud, ce qui a déclenché le conflit. Ensuite, la Russie a outrepassé son mandat de maintien de la paix et fut peu respectueuse des engagements qu’elle a pris devant la communauté internationale en termes de retrait militaire. Aujourd’hui, les civils des zones touchées par les combats ont gagné Tbilissi et des réfugiés des provinces indépendantistes ont aussi gagné la Russie. Depuis des années la Russie délivre de nombreux visas aux ressortissants de ces provinces.

En termes de droit international, se confrontent deux logiques : le principe d’intégrité territoriale et le principe du droit des peuples à disposer d’eux-mêmes. La reconnaissance aujourd’hui de l’indépendance des provinces par la Douma et par le gouvernement Russe pose un grave problème d’effet d’entraînement possible pour d’autres pays ou provinces aux frontières de la Russie, aux portes de l’Europe.

Avec ce conflit qui s’est déclenché alors que les jeux olympiques s’ouvraient à Pékin, la Russie a marqué de manière brutale son retour sur la scène internationale. La Géorgie, dominée par un sentiment nationaliste certain, semble s’être soudée autour de son président, qui était pourtant en relative difficulté au plan intérieur avant le début du conflit.

L’Union européenne a réagit avec le déplacement du Président Sarkozy dès le début du conflit et en convoquant un Conseil Européen extraordinaire pour discuter des relations entre l’Union européenne et la Russie. Si l’on est optimiste, on peut se féliciter qu’une telle initiative ait pu être prise, “le verre est à moitié plein”. Si l’on est critique, on peut constater que le résultat de la concertation est décevant, “le verre est à moitié vide”, si l’on est progressiste, considérons que “le verre doit pouvoir encore se remplir”. Dans un contexte où visiblement la fin de la Guerre froide n’a pas sonnée, l’Union européenne constitue un pôle de démocraties stables qui doit renforcer son rôle sur la scène internationale •



Karine DANIEL

Secrétaire Fédérale Europe et International

VIE DE LA FÉDÉRATION



Les comptes de l’année 2007 : une activité politique importante

Caroline Tahar, Trésorière Fédérale, a présenté les comptes 2007 au Conseil Fédéral. Ils ont été approuvés à l’unanimité.

Le bilan présente une situation saine avec des fonds associatifs en hausse du fait de l’excédent dégagé en 2007. Cette gestion rigoureuse des deniers des militants permet

le déménagement dans de nouveaux locaux adaptés et donnant au PS plus de visibilité.

L’activité de l’année 2007 a été marquée par les élections présidentielle, législatives et le début de la campagne des municipales.

Les recettes augmentent davantage que lors des années précédentes (+35% contre 8% entre 2005 et 2006), ce qui traduit la vitalité militante de la fédération. La hausse des dépenses a ainsi

été plus que compensée, notamment grâce à l’augmentation des cotisations et des dons collectés par l’association de financement de la fédération, l’ADFPSLA (70% des produits).

Le premier poste de dépenses (43%) correspond aux frais de fonctionnement (papeterie, affranchissements, loyers des machines ...). Puis, viennent les aides financières aux candidats (23%). Comme nous l’avions fait en prévision de l’importante année électorale de 2007, nous avons également mis de l’argent de côté pour les prochaines campagnes. La fédération prépare ainsi activement les prochaines élections européennes, régionales et cantonales •

EDVIGE : le PS se mobilise pour le retrait du décret

La mobilisation citoyenne contre le fichier Edvige a été utile. En effet, le gouvernement a reculé et semble accepter la proposition du PS d’organiser un débat parlementaire débouchant sur l’adoption d’une loi sur les fichiers de renseignements. C’est une première victoire. Mais il ne peut pas y avoir de loi sans retrait du décret sur le fichier Edvige. Le gouvernement devra détailler le calendrier du débat parlementaire à venir. Le PS, en lien avec ses groupes parle-

mentaires, va poursuivre son travail pour la protection des libertés publiques et proposer que la nouvelle loi mette fin au fichage des citoyens engagés dans la vie syndicale, associative et politique qui ne constituent en rien une menace pour la sécurité de notre pays •

Pour signer la pétition contre le fichier Edvige :

www.nonaedvige.ras.eu.org

LES SORINIÈRES

“Les Sorinières recréent une section PS”

Éclairage sur la section PS des Sorinières qui s'est de nouveau constituée depuis avril.

La 1^{ère} section des Sorinières a vu le jour en 1977. En 2004, elle fusionne avec celle de Vertou car son nombre d'adhérents n'était plus suffisant. Les présidentielles ont donné un nouvel élan avec les adhésions à 20 euros notamment. Les municipales ont pris le relais, une dynamique s'est créée et l'idée de refonder une section autonome a donc germé en avril dernier. Sitôt dit, sitôt fait : Les Sorinières ont donc à nouveau une section PS depuis quelques mois. Elle compte 26 adhérents et **“on espère bien en augmenter le nombre !”** lance le secrétaire de section, André Vandenberghe. Cet informaticien bientôt à la retraite, militant associatif et syndicaliste FO, est né à Roubaix et à vécu à Lille où il a bien connu Pierre Mauroy. Pour raison professionnelle, il a ensuite travaillé à Marseille où il milita également au PS avec Gaston Deferre et il y a quelques années, il est arrivé aux Sorinières. **“J'ai adhéré au PS en 1974 jusqu'en 1991, année du suicide d'Yves Laurent qui m'a marqué. J'ai repris ma carte en 2004”.**

Avec ses camarades de section, il souhaite organiser de bons débats dans une bonne ambiance. **“On est un peu lassé à la base des querelles de chefs au plan national. Pendant ce temps, le PS n'apporte pas de réponses aux gros problèmes de la société. On a pourtant un devoir car l'alternative en France, c'est le PS !**



Si beaucoup d'adhérents à 20 euros n'ont pas renouvelé, c'est sans doute à cause de ces divisions au sein de notre parti”.

Les militants des Sorinières veulent donc animer une section vivante et dynamique **“où le débat est ouvert avec des intervenants extérieurs et encore des actions communes avec Vertou”** souligne Christine Lecalvez. Le maire des Sorinières Christian Couturier est heureux de la renaissance d'une section PS dans sa ville **“car il faut l'ancrer à gauche et il reste du boulot à faire. La commune n'est à gauche que depuis 2001 et aux élections nationales, les scores sont très serrés entre gauche et droite” •**

CŒUR D'ESTUAIRE

Une nouvelle section sur l'estuaire

L'estuaire de la Loire compte une nouvelle section : elle s'appelle Cœur d'estuaire et regroupe les communes de St-Etienne-de-Montluc, Cordemais et le Temple de Bretagne.

La section Cœur d'estuaire a été officiellement constituée lors d'une AG constitutive le 19 juin. Elle compte une vingtaine de militants qui se rattachaient auparavant à la section de Couëron. **“Nous n'avions pas toujours les mêmes préoccupations précise André Denou, secrétaire de la nouvelle section et élu minoritaire à St-Etienne-de-Montluc, nous avons ressenti le besoin d'avoir une structure de proximité en lien avec les sujets locaux et sur des enjeux politiques locaux. Il fallait donc créer notre propre section”.** C'est chose faite avec Cœur d'estuaire qui est claqué sur la Communauté de communes avec St-Etienne-de-Montluc, Cordemais et le Temple. **“L'objectif, souligne Daniel Guillé de Cordemais, c'est que nous soyons identifiés sur nos communes qui votent majoritairement à gauche aux élections nationales. On a en effet des choses à dire sur les sujets locaux comme le logement social par exemple”.** Des réunions seront organisées sur les trois communes et il y aura des rencontres intersections avec Indre, St-Herblain et Couëron. Il s'agit de constituer un groupe durable de militants actifs et également présents à la Communauté de communes. Françoise Guchet, militante de St-Etienne-de-Montluc, met l'accent sur **“la nécessité de s'inscrire dans la durée avec un groupe solide. Il y a des choses à dire sur le local et le national, nous voulons en débattre en section et agir**



localement” . En effet, les trois communes de la section sont menées par des maires **“apolitiques”**. Ainsi, à Cordemais cette année, il n'y a eu qu'une liste aux élections municipales. Les électeurs n'avaient pas le choix. Les militants de la nouvelle section Cœur d'estuaire espèrent contribuer à la constitution de groupes locaux capables d'être moteur dans les élections locales •

NB : Le bureau de la section comprend des personnes représentant les trois communes de la section : Françoise GUCHET pour St-Etienne-de-Montluc, Daniel GUILLE pour Cordemais et Jean Pierre CORMERAIS pour le Temple-de-Bretagne.

 **Jean-Claude VALOMET**

“Je suis inquiet pour le Proche-Orient”

De retour d'un voyage en Palestine et en Israël, Jean-Claude Valomet, délégué fédéral à l'international, fait le point sur la situation au Proche-Orient. Il vient par ailleurs d'être désigné citoyen d'honneur de la ville de Bethleem.



Jean-Claude Valomet avec Leïla Shahid, représentante de la Palestine auprès de l'Union Européenne.

• Quel regard portes-tu sur la situation actuelle du Proche-Orient ?

Je suis inquiet. Quelle paix tient à développer l'actuel gouvernement israélien ? Est-ce seulement dans les beaux discours avec de belles promesses comme dans ces conférences qui viennent de se dérouler à Bethléem ? Dans la réalité, les colonies israéliennes

s'installent au cœur même de la Palestine et les humiliations se poursuivent sans relâche. Les difficultés de circuler sont de plus en plus draconiennes. Le service routier palestinien dans les campagnes se dégrade. Le gouvernement israélien n'en autorise pas les améliorations.

Les semblants de forêts, qui sont le patrimoine des Palestiniens, leur sont interdites d'accès, contrairement aux Israéliens. Tout est dans la provocation : pour venir travailler à Jérusalem, il faut compter 4 heures de contrôles et de déplacements pourtant souvent réduits à une trentaine de kilomètres. Israël se réveillera peut-être un jour mais je crains que cela soit alors trop tard ! En effet, la résistance et la lutte pour la liberté finissent toujours par être gagnantes. Vouloir rayer de la carte et de l'Histoire la vieille culture palestinienne est une erreur politique.

•• Comment vois-tu l'établissement d'une paix durable dans cette région ?

La paix passe par le retrait des colonies, le dialogue avec les responsables politiques en Cisjordanie et à Gaza, et le retour des réfugiés palestiniens dans leurs foyers. Mais c'est mal parti ! Poursuivre la colonisation des terres est une entrave grave à la paix en Palestine et dans cette région. L'arbitraire n'a en effet jamais réussi à promouvoir la paix. Les colonies sont les garde-fous de l'Etat d'Israël, leur rôle est d'empêcher une véritable indépendance des Palestiniens. La colonisation des terres palestiniennes est une violence qui prend des allures d'apartheid. Les futurs quartiers arabes de Jérusalem Est seront soumis aux mêmes obligations subies par les Arabes

de Galilée : confiscation des terres, démolitions des maisons et immeubles qui n'auront pas de permis de construire, ce qui se pratique déjà. Ils ne pourront prétendre ni à des postes diplomatiques et militaires, ni aux mariages avec des Israéliens et Palestiniens de Palestine.

Pourtant, les milieux populaires des pays arabes sont épuisés par la grande pauvreté et un manque total de démocratie. Ces pays sont dans l'incapacité de mener une politique innovante souvent colonisée par les multinationales et par des pouvoirs sans ambition qui se laissent embarquer par les illusions des intégristes, ce qui apporte aux populations démunies des rêves sans lendemains. Ces pays, face à l'annexion de Jérusalem Est, se tairont y compris l'Europe comme l'ONU. Ils seront de simples visiteurs qui géreront dans le silence la plus grande colonisation arbitraire de notre temps qu'est cette annexion.

L'avenir de ce Proche-Orient comme celui du Maghreb n'est donc pas rassurant. Les nouvelles générations qui vivent l'injustice au quotidien risquent d'être plus radicales et nous risquons de voir se profiler un éclatement des sociétés de ces régions qui peut aboutir à une guerre civile. L'affaiblissement de certains pays arabes entrainera des instabilités politiques. Il est à souhaiter que le possible futur président américain Obama comprenne le message que lancent les forces politiques d'opposition du monde arabe.

••• Tu as été récemment nommé citoyen d'honneur de Bethleem.

A ma grande surprise, le maire de Bethleem a tenu à me nommer citoyen d'honneur de sa ville. Ce fut pour moi une grande émotion et une belle reconnaissance de mon action bénévole en Palestine. À cette occasion, j'ai pu saluer Leïla Shahid qui se trouvait à Bethleem. J'avais déjà reçu voici 10 ans cette même distinction pour la ville d'Agadir au Maroc •



Jean-Claude Valomet fait citoyen d'honneur de la ville de Bethleem par son maire, Victor Batarseh

À lire : “Foi d'un bénévole”

C'est le titre du livre que va sortir prochainement notre ami Jean-Claude Valomet : il retrace son parcours militant au service des laissés-pour-compte : immigrés, Palestiniens, homosexuels, prostitués, exclus etc. Ce livre engage aussi une réflexion sur la foi, la non-croyance, le judaïsme, l'islam et son rapport avec le christianisme. Il traite également de la rencontre avec l'autre à travers le tourisme solidaire, le commerce équitable et le développement durable : autant de pistes que les élus politiques devront explorer

pour amener l'humanité vers un monde plus juste et plus citoyen. A travers cet ouvrage, Jean-Claude exprime sa volonté de justice et son énergie militante au service de son idéal humaniste •

“Foi d'un bénévole” de Jean-Claude Valomet aux éditions Cheminements. 200 pages. Commande pour 20 euros franco de port à : Cheminements, 1 chemin des Pièces - Bron - 49 260 Le Coudray-Macouard.

Réussir ce congrès

Réussir ce congrès, c'est pour nous, en ressortir avec une ligne clarifiée, une stratégie assumée, une équipe renouvelée. C'est à notre sens la meilleure et unique façon de préparer 2012. Nous souhaitons te faire part de notre approche avec Benoit HAMON, député européen, porte parole de notre démarche collective, RECONQUETES, www.reconquetes.eu,

Judi 18 Septembre à 19h30

à la Maison de quartier d'AVAILIX,
3 rue du Docteur Calmette à Saint-Nazaire

Si vous êtes intéressés contactez nous: chloe.le.bail@gmail.com ou 06 81 40 58 54

Clarté, courage, créativité : choisir maintenant, pour agir demain

Réunion autour de la contribution avec Harlem DESIR

Judi 18 septembre à 20h

Maison des syndicats (gare de l'Etat) à Nantes

• Premiers signataires nationaux du PS 44 : Yannick VAUGRENARD, Michel MENARD, Alain BENTAHA, Caroline TAHAR, Gilles RETIERE, Joël BATTEUX, Nancy GRELIER, Christophe COTTA, Charles NICOL, Danièle CATALA, Martine BURON, Claude EVIN, Franck HERVY, Gaëlle BENIZE-THUAL...

Texte Delanoë – Fédération PS44 – 1, allée des tanneurs - 44000 Nantes - Tel. : 06 75 35 38 16
- Email : ps44.textedelanoë@orange.fr - Site national : www.clarte-courage-creativite.com

Rassemblement de la Fraternité

avec Ségolène Royal

Samedi 27 Septembre de 18 à 22h

au Zénith à Paris

Départ de Nantes à 12h00 - Retour le soir même, après le meeting
Renseignements et inscription dès maintenant auprès de :
morgan154@aol.com

Fête de la Rose

avec François HOLLANDE

Dimanche 28 septembre

Au Soleil de Jade (Pointe Saint-Gildas) à Préfailles

- Trois ateliers dès 10 heures (voir plaquette envoyée début septembre aux militants)
- Pique nique ou stands de restauration sur place
- Prises de paroles à partir de 15h



Rappel Calendrier du Congrès

- Mardi 23 septembre : conseil national de synthèse
- Lundi 29 septembre : Envoi des motions chez les militants
- Octobre/début novembre : Débat dans les sections ou intersections sur les motions
- Jeudi 6 novembre : vote dans les sections sur les motions
- Samedi 8 novembre : congrès fédéral au Piano'cktail de Bouguenais (14h-19h)
- Vendredi 14, samedi 15 et dimanche 16 novembre : congrès national à Reims
- Jeudi 20 novembre : vote dans les sections sur le 1^{er} secrétaire national, le 1^{er} secrétaire fédéral et le secrétaire de section
- Vendredi 21 novembre : éventuel 2^{ème} tour

Dispensé de timbrage

NANTES R.P.



PRESSE
URGENTE

LA POSTE

Ensemble
24, Rue A. Brossard
44 000 NANTES
Déposé le 17/09/08

Étiquette

Ensemble

Le Journal des socialistes de Loire Atlantique
1 allée des Tanneurs • 44 000 NANTES
Tél : 02.40.20.63.00 • Fax : 02.40.08.27.24
E-mail : fede44@parti-socialiste.fr
Directeur de Publication : Alain Gralpeois
Rédacteur en chef : Olivier Chateau
Rédacteur en chef adjoint : François Caillaud
Photographies : PS 44 - Fotolia
Mise en page : Scopic
Imprimé avec des encres végétales
sur papier recyclé par La Contemporaine
N° CPPAP : 0909 P 10 751
N° ISSN : 1296 - 2201
Prix : 1,50 euros • Tirage : 4300 ex

